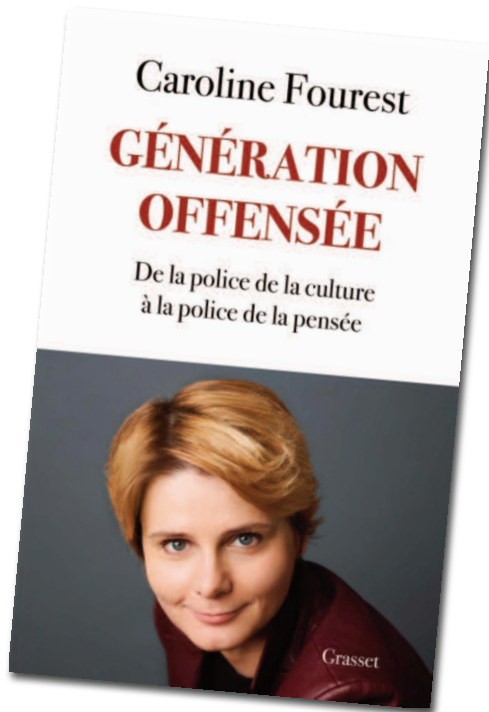


# 3 questions à

## Caroline Fourest

Journaliste, éditorialiste, réalisatrice



**1** Vous décrivez dans "Génération offensée" un anti-racisme nous venant des États-Unis qui menace, censure, dénonce de prétendues « appropriations culturelles ». Vous pouvez nous éclairer ?

Il ne s'agit plus de se battre contre les préjugés, pour un monde métissé au nom d'une vision universaliste, mais de défendre une vision possessive et défensive des identités. Comme ces campagnes reprochant à des artistes de s'inspirer d'autres cultures, contre Madonna ou Pharrell Williams pour avoir posé en coiffe amérindienne pour un magazine. Des pressions très fortes sur des célébrités sont suivies de scènes d'excuses publiques assez pitoyables. Ces campagnes ridiculisent l'antiracisme et font le jeu de l'extrême droite. Elles valident une vision très simpliste de l'identitaire, au risque d'un retour de bâton à la Donald Trump. Son succès doit beaucoup aux errements, au simplisme de la gauche identitaire américaine. On se politise davantage par les réseaux sociaux que dans un parti, un mouvement ou un syndicat. La transmission se

fait de façon très horizontale, par mimétisme et colères souvent décontextualisées, où tout se vaut. Des jeunes de bonne volonté pensent que l'antiracisme, pour être dans le camp du bien, justifie de censurer des artistes, des intellectuels et déboulonner de force des statues. On s'attaque à Victor Schoelcher à Fort de France comme s'il s'agissait de la statue d'un négrier en Virginie ! On enjambe l'histoire, le contexte, les spécificités historiques et culturelles. On ne peut juger avec le regard d'aujourd'hui les hommes d'hier qui ont permis des avancées lumineuses avec leur part d'ombre.

**2** Après le meurtre de George Floyd, certains ont voulu assimiler la situation en France à celle des États-Unis, la police française à la police américaine. Qu'en pensez-vous ?

Composée de gens formés, mais aussi de shérifs élus et parfois de polices quasiment assimilables à des milices locales, la police américaine est extrêmement différente de la nôtre. Dans un contexte aussi très différent, la population surar-

mée, la police tire au moindre mouvement suspect. Près de mille personnes sont tuées chaque année, dont de très nombreux afro-américains. C'est la réalité quotidienne des rapports entre police et population. C'est un vrai sujet. Si nous devons regarder en face nos difficultés, et elles existent, nous ne sommes pas du tout dans cette situation en France. 15 à 20 personnes sont tuées par an par la police et quasiment autant de policiers le sont pour porter l'uniforme. Cela mérite de tenir un discours responsable. Avec la fatigue, les heures supplémentaires, les tensions sociales, les manifestations très violentes, on imagine sans mal la difficulté de garder son calme et sa lucidité. On risque un burn out généralisé de la police. Ce n'est pas une raison pour fermer les yeux sur les nombreux dérapages observés. Si une grande partie de la population est reconnaissante, une autre vit dans la crainte de la police. La défiance s'est creusée. Un « Beauvau » de la police permettrait de tout mettre sur la table, d'aborder en même temps la question de la revalorisation nécessaire du métier et celle de la formation, de la sensibilisation au racisme.

Un vocabulaire inacceptable s'est libéré, il peut susciter un immense malaise chez des policiers issus des minorités et conforter les interpellés dans l'idée que la République n'est qu'une farce. Ces brutalités détruisent la citoyenneté. Un citoyen traité de façon injuste ou excessive par un représentant des forces de l'ordre le vit comme si la France le maltraitait. Il sera facilement recruté par les extrémistes.

On paye très cher le démantèlement de la police de proximité par Nicolas Sarkozy. Jean-Pierre Havrin l'avait expérimentée à Toulouse et ça marchait ! Les relations de proximité avec la population permettent de connaître le tissu social et humain, de prévenir et d'agir plus efficacement contre la

délinquance. Plus les gens des quartiers difficiles connaissent et font confiance aux policiers, plus la République récupère ces territoires.

**3** Comment, dans notre République, agir avec efficacité face aux discriminations au quotidien dont sont victimes des personnes issues des minorités ?

Par une politique publique volontariste qui doit pointer et sanctionner chaque discrimination portant atteinte à la République et à l'universel. Les statistiques ethniques qui comptent les discriminés, pas les discriminations, ne servent à rien. Elles n'aident pas à défaire les préjugés, renforcent les stéréotypes ethniques et l'idée que nous sommes très différents selon notre couleur de peau. La meilleure façon de faire baisser la délinquance est de construire une société où les gens sont heureux en famille et s'en sortent socialement. Quand on est issu d'une minorité, on doit avoir l'intelligence d'être patient, pédagogue, de démontrer l'absurdité d'un préjugé pour gagner le respect. La mauvaise foi de mouvements comme les indigènes de la République, rabâchant que nous vivons un « Racisme d'État » digne de la colonisation ou de l'apartheid, par ses excès, ne convainc personne. Cette propagande fait vivre un petit noyau de sociologues confits de haine et ne fait reculer aucun stéréotype. Les personnes de bonne volonté, qui veulent vraiment mieux vivre ensemble, doivent tourner le dos à cette posture stérile et chercher ensemble à lutter contre les discriminations.

Propos recueillis par  
**Jean-Pierre Gilet**